



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

30 sept. 2024

N° 319

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

LA CLASSE OUVRIÈRE PLOIE MAIS NE ROMPT PAS



Aux côtés des autres couches des masses exploitées, la classe ouvrière vit durement le basculement de la société vers la dictature des gangs criminels. Solidement accrochées à leur pouvoir, les classes riches reportent les conséquences désastreuses du déchaînement de la violence des gangs sur les classes populaires, en particulier sur la classe ouvrière. Chômage, détériorations des conditions de travail, vie chère, insécurité, disparition du peu de services de base qui existaient, le calvaire de la classe ouvrière continue. Mais ça et là, des signes de résistance surgissent et font comprendre qu'il faut compter sur sa combativité et celle des masses populaires dont les luttes constituent les seules sources d'espoir de sortie de crise et de progrès dans le pays.

Le jeudi 12 septembre 2024, contre toute attente, les ouvriers de l'usine textile MBI située au bâtiment 53 du parc Sonapi se sont mis spontanément en grève pour demander de meilleures conditions de travail et le renvoi d'une dirigeante qui leur pourrit la vie. Pariant sur le désarroi qui s'abat sur les ouvriers depuis près de cinq ans et qui briserait leur résistance, la direction a fait peu de cas de leurs revendications. Mais les menaces et intimidations n'ont pas fait plier les grévistes. Malgré les maigres concessions de la direction, ils ont maintenu leur mouvement 4 jours durant. Finalement, les responsables ont préféré fermer les portes de l'entreprise le mercredi 18 septembre, reportant la reprise des activités dans deux semaines.

Le mercredi 18 septembre 2024, environ une centaine d'ouvriers de l'usine textile Fair-Way située sur la route de l'aéroport ont fait irruption dans la cour de l'entreprise. Ils profitaient de la présence du patron pour exiger de ce dernier le paiement d'une allocation qu'ils lui avaient arrachée après la suspension provisoire des activités de l'usine. Après maintes tergiversations sur le fait entre autres qu'il n'avait pas d'argent, le patron a fini par accepter de payer.

Au numéro 18-20 du parc Sonapi, « Centri Groupe » les ouvriers rythment leur journée de travail avec des cris collectifs. Ils exigent que la

direction prenne des mesures contre une forte chaleur qui les accable. Ils réclament de l'eau fraîche pour apaiser leur soif.

Ces coups de colère contre les patrons dans les usines sonnent comme un cri de ralliement, de solidarité avec la combativité des habitants des quartiers populaires contre les gangs armés. Dans le département de la Grand'Anse en effet, des milliers de personnes se sont révoltées au début du mois de septembre contre des groupes de malfrats qui opéraient dans la commune d'Anse d'Ainault. En moins d'une semaine, elles ont mis ces bandits hors d'état de nuire et ont recouvré leur liberté. Dans les communes de Gressier, de Seau-d'eau, la population est en lutte également pour sa liberté.

C'est en se portant au-devant des luttes contre l'exploitation dans les usines pour de meilleures conditions de travail telles un ajustement du salaire en rapport avec l'inflation, une allocation pour les travailleurs au chômage, la baisse du coût de la vie, la répartition du travail entre tous, la lutte contre l'arrogance et le mépris des petits chefs que les travailleurs pourront se joindre aux habitants des quartiers populaires dans une lutte globale contre les classes riches et leurs supplétifs.

La victoire contre les patrons et les grands commerçants et contre l'État qui est à leur service doit être avant tout celle des luttes de la classe ouvrière et des masses populaires. ■

SOMMAIRE

Editorial

⇒ Page 1

- La classe ouvrière ploie mais ne rompt pas

Dans les entreprises

⇒ Page 2

- Parc Sonapi : La grève des travailleurs du MBI #53
- Allocation ouvrière : Des miettes pour quelques centaines de travailleurs
- Preuve d'adresse : une arnaque

⇒ Page 3

- Fairway : Les ouvriers sont sur la bonne voie

Leur société

⇒ Page 3

- Les gangs se servent de la population comme gilet pare-balles
- Les opérations de la Police, coup d'épée dans l'eau
- Anse d'Hainault : la population a fait preuve de combativité

⇒ Page 4

- Une rentrée des classes sur fond de difficultés
- Parole d'un mythomane

Dans l'international

⇒ Page 4

- Martinique: vie chère, manque d'eau, la colère gronde

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

PARC SONAPI : LA GRÈVE DES TRAVAILLEURS DU MBI #53

Le vendredi 13 septembre 2024, les travailleurs du bâtiment 53 du groupe MBI se sont mis en grève pour protester contre l'aggravation de leurs conditions de travail et pour demander la révocation d'un petit chef arrogant. Après 4 jours de lutte et de résistance, la direction a préféré fermer l'usine temporairement pour casser sans doute la dynamique des ouvriers au lieu de leur donner satisfaction.

Tout a commencé vendredi tôt dans la matinée avec une prise de parole du chef du personnel qui a annoncé que la direction avait décidé de renvoyer en congé sans solde plusieurs centaines de travailleurs. Les mêmes qui avaient repris le boulot seulement depuis une semaine après avoir été contraints de rester chez eux durant un mois sans un sou. Au même moment, les ouvriers ont appris que la direction était en train de recruter d'autres petits chefs sales gueules pour augmenter la répression.

Le discours du responsable n'était même pas terminé que les travailleurs appelaient à la grève pour faire échec aux décisions de la direction. Ils demandaient l'indemnisation des jours de congé imposés par la direction, la révocation immédiate d'une cheffe connue sous le sobriquet de « Gwo Mayo » avec sa bande de voyous. Pendant toute la journée, les ouvriers crachaient leur indignation et

s'encourageaient. À la pause, le premier jour, la direction a voulu les bloquer à l'extérieur, mais ils ont forcé la barrière et sont rentrés dans l'usine jusqu'à l'heure de la sortie.

Lundi 16, croyant que la flamme des ouvriers s'était éteinte pendant le week-end, les portes de l'usine étaient grand ouvertes pour les accueillir. Mais la grève est repartie avec les mêmes revendications. La direction a multiplié des provocations pendant toute la journée mais sans prendre de réelles initiatives de négociation.

Mardi 17, la direction a fait venir des agents du ministère des affaires sociales pour tenter une médiation. Après vérification de leur identité, les ouvriers leur ont exposé les motifs de leur mouvement et renouvelé leurs exigences. Après cet entretien, ils sont allés voir les responsables de l'usine mais ne sont jamais revenus auprès des travailleurs. Las d'attendre les commissaires des affaires

sociales, les ouvriers sont entrés chez eux vers 4 heures.

Mais mercredi 18, l'usine était militairement occupée. Dans une note affichée sur une porte, la direction annonçait la fermeture de l'usine et la reprise des activités le 2 octobre prochain.

Des agents cagoulés lourdement armés chargeaient les ouvriers qui voulaient rentrer dans l'usine. Plus tard ce sont les agents de sécurité du parc Sonapi qui sont venus les déguerpir et les jeter en dehors du site industriel Parc Sonapi.

Trouver de la force de caractère, de la détermination pour faire grève en ces temps moroses est déjà un exploit. Tenir pendant si longtemps face aux sbires du patron, aux policiers est tout simplement extraordinaire. Mais la grève, n'étant pas officiellement levée, continue. Vive la lutte des travailleurs !■

ALLOCATION OUVRIÈRE : DES MIETTES POUR QUELQUES CENTAINES DE TRAVAILLEURS

Le gouvernement de Garry Conille a annoncé au cours de mois de septembre 2024 une allocation 15 000 gourdes soit 100 dollars environ, pour les travailleurs évoluant dans le secteur de la sous-traitance. L'enveloppe allouée par l'État « en soutien aux travailleurs » cette année est réduite à peau de chagrin en raison de la fermeture de nombreuses usines entraînant également la diminution drastique des bénéficiaires. Alors que des scandales mettant en jeu des millions de dollars élaboussent les hauts fonctionnaires de l'État, il est révoltant que ceux dont la force de travail fait marcher l'économie vivent dans la misère et soient traités comme des assistés.

Dès l'annonce de l'arrivée de la note du gouvernement, les ouvriers sont partis à la recherche d'informations auprès du service du personnel de leurs usines. L'information est confirmée. L'ouvrier qui dispose d'un compte en banque recevra la somme de 15 000 gourdes à raison de 5000 gourdes par mois. Les ouvriers qui sont révoqués au plus tard au mois de juillet recevront de un à 3 mois d'allocation.

Si les ouvriers se sont dépêchés de remplir les formalités pour recevoir ce petit subside du gouvernement, nombreux n'ont pas caché leur amertume devant la détérioration de leurs conditions de vie. Depuis trois ans, les salaires sont bloqués.

L'inflation a réduit considérablement ce qu'ils gagnent. De plus, vu le délitement du secteur de la sous-traitance, ils ne savent pas encore pour combien de temps ils vont continuer à garder cet emploi.

D'autres travailleurs, très remontés, n'hésitent pas à critiquer l'attitude du gouvernement qui ne roule que pour les riches tout en se servant dans les caisses de l'État. Une allocation, pensent-ils, pour ceux qui triment dans les usines avec un salaire dérisoire et pour ceux qui ont perdu leur emploi devrait se faire sur une base régulière en moyenne tous les 15 jours tout en tenant compte du coût de la vie. Ils voient dans l'attitude du gouvernement tout le mépris que

ces politiciens vouent à la classe ouvrière. Cette allocation est peut-être, ajoutent-ils, un cadeau fait aux patrons, une façon de détourner l'attention des travailleurs des luttes à engager pour contraindre les patrons à payer un salaire qui reflète les coûts exorbitants de la vie. Au final, ce sont peut-être les patrons les grands bénéficiaires de cette allocation.

La crise du système capitaliste est bien là. Ceux qui travaillent vivent dans la crasse et le dénuement, l'État est organisé de telle sorte qu'il permet à une petite couche de parasites d'accaparer les richesses produites. C'est tout le squelette de cette société d'exploitation qui doit disparaître. Seul le combat des travailleurs alliés aux masses exploitées peut le faire.■

PREUVE D'ADRESSE : UNE ARNAQUE

Dans une circulaire passée dans les quelques usines de sous-traitance qui continuent de maintenir leurs activités, le gouvernement a annoncé au début du mois de septembre le versement de trois mois de subvention à raison de 5000 gourdes par mois aux ouvriers via un compte en banque. Une pitance en forte baisse. L'année dernière, ils l'ont eue pendant 6 mois.

Les responsables de FAES, organisme responsable de la distribution, ont prétexté la nécessité d'avoir un compte en banque pour empêcher les magouilles au niveau des directions des usines qui ont tout fait pour garder cet argent dans leur caisse l'année dernière.

Mais si un compte en banque peut éliminer le vol au niveau des entreprises, les démarches pour l'obtenir jettent les

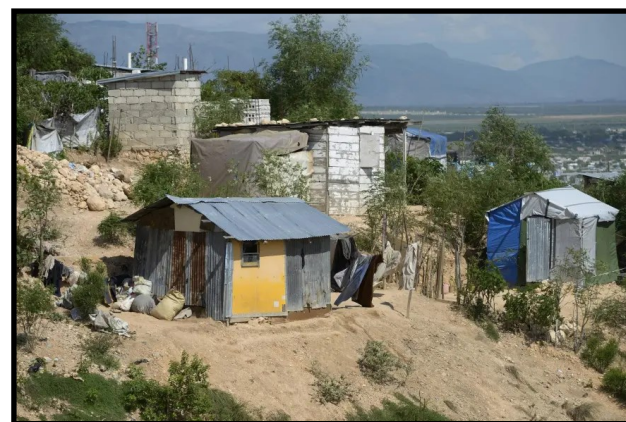
travailleurs dans les bras d'autres racketteurs.

En effet pour ouvrir un compte dans n'importe quelle institution bancaire, des pièces sont exigées comme une preuve d'adresse, une carte d'identité. Pour un habitant des bidonvilles, la preuve d'adresse est difficile à donner. Si les responsables des banques refusent les déclarations de bonne foi des ouvriers sur leur lieu de résidence, ils acceptent par contre des bouts de papier sans signification aucune venant de gens qui se font passer pour des responsables des mairies. D'où la prolifération tous azimuts de nombreux malfrats qui offrent ces « preuves d'adresse » contre 1500 à 5000 gourdes.

Mais, les complications ne s'arrêtent pas qu'à cette pièce. Auparavant, la somme exigée pour ouvrir un compte ne dépassait pas 500 gourdes, mais maintenant certaines banques

exigent 2000 gourdes à l'ouverture d'un compte.

Entre les frais des racketteurs pour obtenir certains papiers indispensables et l'argent nécessaire à l'ouverture du compte, l'ouvrier doit hypothéquer près de 2/3 de l'argent qu'il espère recevoir.■



FAIRWAY : LES OUVRIERS SONT SUR LA BONNE VOIE

Mercredi 18 septembre 2024, plus d'une centaine de travailleurs ont campé devant l'usine pour demander au patron d'honorer sa dette envers eux, un retard sur le paiement de deux quinzaines d'une allocation de 50 % que les ouvriers avaient arrachée lors de la fermeture temporaire de l'usine.

Dany, Dany, Dany, lè m grangou m pa jwe ! C'étaient les paroles que chantaient les ouvriers qui, en même temps, frappaient avec insistance la barrière verrouillée car le patron ne voulait pas les recevoir. Mais la pression était telle qu'il a été contraint de donner l'ordre de l'ouvrir et de laisser passer les ouvriers.

Prenant la parole, le patron prétendait

qu'il n'avait plus d'argent pour continuer à payer l'allocation. Mais habitués à ce genre de mensonges, les ouvriers ont amplifié leur protestation. Acculé, il a cédé finalement.

Cette allocation équivalente à 50 % du salaire de la quinzaine n'a pas été un cadeau. Les ouvriers l'ont eue après plusieurs mouvements de mécontentement avant la fermeture des portes de l'usine. Les ouvriers

mettaient le patron devant deux choix, ou bien il fermait l'usine et leur payait les indemnités de licenciement ou bien il fermait temporairement tout en payant cette allocation. Il n'était pas question pour les ouvriers de rentrer chez eux les mains vides.

Pour se libérer, ce sont ces petites luttes qui mèneront un jour à une victoire définitive. ■

LEUR SOCIÉTÉ

LES GANGS SE SERVENT DE LA POPULATION COMME GILET PARE-BALLES

Profitant d'un essoufflement des interventions policières dans les quartiers de Bel-air, du Bas-Delmas et de Solino, certains journalistes s'y étaient rendus trois semaines après pour avoir une idée de la situation autre que celle véhiculée par le gouvernement et les gangs dans la presse.

Le premier constat est que ces quartiers sont toujours tenus par les gangs criminels trois semaines après. Ce sont eux qui se sont présentés les premiers aux journalistes pour donner leur version des événements. Tirant à boulet rouge sur la Police, ils dénoncent la destruction des maisons, l'isolement de leurs quartiers, les victimes au sein de la population dont des femmes enceintes, des enfants et des vieillards. Fusils en bandoulière et torse nu, ce sont ces malfrats qui s'érigent en défenseurs d'une population qu'ils continuent de massacrer, de violer et de réduire au silence.

Sous l'emprise des gangs, les réactions de certains habitants présents sont

allées dans le même sens que leurs bourreaux. Ils dénoncent eux aussi les exactions de la Police. En effet, de la façon dont les policiers mènent leurs opérations, ils ont l'illusion d'être défendus par les gangs. Car dans l'imaginaire des policiers, tous ceux qui habitent encore les quartiers tenus par les malfrats sont de mêche avec eux. La police et le gouvernement ne font pas grand-chose pour les isoler de leurs bourreaux. Par mépris de classe, ils préfèrent aller dans la facilité car la vie d'un travailleur, d'une petite marchande, d'un djobeur, etc. ne pèse pas beaucoup à leurs yeux.

Il en est de même pour les gangs. Si ces derniers temps, ils multiplient les discours démagogiques en direction des habitants qui les côtoient, c'est en raison de la protection que

cette présence leur procure lors des attaques des policiers. Ils n'ont que faire de la souffrance des gens. D'ailleurs au moment même où leur porte-parole fait diversion dans la presse, ils attaquent la population dans des ferries, à Seau d'Eau, dans la Grand'Anse, continuent de racketter les chauffeurs des transports en commun sur les différents axes routiers du pays.

Prise en sandwich entre les balles assassines des gangs criminels et celles de la Police, la population doit définir sa propre stratégie de défense pour se protéger tout en cherchant à ne pas se faire complice des uns ou des autres qui ne lui vouent aucune considération. ■

LES OPÉRATIONS DE LA POLICE, COUP D'ÉPÉE DANS L'EAU

Un mois après le lancement de ce qui s'apparentait à la grande offensive de la Police contre les gangs, la situation reste figée. 100 jours après son installation, le gouvernement ne peut se targuer d'aucune victoire. L'inquiétude est palpable chez les parents à l'approche de la réouverture des classes prévue le 2 octobre 2024.

Dans les quartiers de Bel-Air et de Solino, les combats des premiers jours ont diminué. La Police a reculé en laissant toutefois quelques blindés dans les périmètres pour limiter peut-être les activités des terroristes. Pareil au centre-ville, au Champ-de-Mars, dans les environs de l'hôpital général, la Police fait des incursions puis se retire. Dans la commune de Gressier, les réseaux sociaux font cas d'une intervention plus soutenue de la Police mais de l'avis de plus d'un, il n'y a pas de réelle avancée.

Au nom de la non divulgation des informations pouvant nuire au déroulement des opérations, le gouvernement et la Police cachent leur incompetence, leur lâcheté, leurs guerres intestines, les règlements de compte entre clans rivaux qui les minent et

les paralysent. Les opérations bidon de la Police participent de la constitution d'un écran de fumée pour tromper la vigilance de la population.

Car dans la foulée de ces opérations, le haut commandement a procédé à l'arrestation du responsable policier de la commune de Tabarre. Accusé de liens supposés avec les gangs et d'avoir assisté ou participé à un assassinat, l'inspecteur Gauthier fut libéré quelques jours après des manifestations dans la commune pour demander sa libération.

Une unité spécialisée de la Police, SWAT, chargée de mener les opérations contre les gangs de Gressier est entrée en mutinerie au cours du mois de septembre. Les policiers reprochent à leurs supérieurs le manque de moyens mis à leur disposition dans la traque

des bandits. Une précarité qui a occasionné la mort d'un des leurs blessé au combat. Mais un proche de la hiérarchie policière reproche à cette unité de faire le jeu des bandits en cassant la chaîne de commandement.

Un garde du corps rapproché du Premier ministre a été arrêté pour des liens supposés avec les gangs.

Rendez-vous ratés, espoirs déçus, les souffrances de la population empirent. Pour abrégé ce calvaire, elle peut s'inspirer des luttes des habitants de la commune d'Anse d'Hainault qui se sont mobilisées au début du mois de septembre pour se défaire des dizaines de malfrats qui les terrorisaient. En l'espace d'un cillement, ces derniers ont pris la fuite, d'autres ont été neutralisés. La population a repris ses activités tout en restant vigilante. ■

ANSE D'HAINAULT : LA POPULATION A FAIT PREUVE DE COMBATIVITÉ

Commune du département de la Grande Anse, Anse d'Hainault était depuis quelques temps sous la menace des gangs qui tentaient de s'y installer. Mais la population, vigilante, les a toujours mis en échec.

Le mardi 17 septembre 2024, un présumé bandit a été lynché par les paysans de la commune d'Anse d'Hainault. Un mois avant, dans la nuit du samedi 10 au dimanche 11 août 2024, une quinzaine de malfrats ont été lynchés par des habitants du quartier de Boudon, deuxième section communale de la dite commune.

Détachés de la coalition des gangs Viv ansanm dans la capitale, ces malfrats avaient sans doute pour mission d'implanter

l'organisation criminelle dans la commune. Depuis leur arrivée au début de l'année 2024, ils terrorisent la population, volent leur bétail et violent les jeunes filles.

Dans un premier temps, pris de peur, la plupart des habitants avaient fui les agressions des bandits. Mais révoltés par cette situation, les paysans se sont organisés pour les contrecarrer. La mobilisation s'est intensifiée au fur et à mesure de la montée de la colère des

paysans. Une attitude payante qui a obligé les bandits à prendre la poudre d'escampette.

La population d'Anse d'Hainault a décidé de prendre sa sécurité en main. Elle a raison. Ses luttes ont permis de vaincre les gangs, de les chasser et de recouvrer sa liberté en peu de temps.

La mobilisation de l'ensemble de la population est le moyen le plus efficace pour se défendre contre les bandes criminelles. ■

UNE RENTRÉE DES CLASSES SUR FOND DE DIFFICULTÉS

La rentrée officielle des classes est fixée au premier octobre 2024. Dans une semaine environ, les élèves renoueront avec les activités scolaires dans tout le pays, y compris dans le département de l'Ouest où les gangs contrôlent la majorité du territoire. Pour les parents des classes pauvres, ce sera le retour des sacrifices, des efforts pour garantir l'instruction de leurs enfants. Alors que l'État se désengage de plus en plus, ce sont eux qui suppléent cette absence dans des conditions difficiles. De la fourniture didactique aux frais scolaires en passant par les uniformes, les charges sont énormes pour eux.

Dans le département de l'Ouest, la situation sécuritaire empire. Depuis l'arrivée de ce gouvernement, de nouvelles communes telles Ganthier, Gressier, Arcahaie, sont tombées dans l'escarcelle des bandits qui y font régner la terreur. De nombreux établissements scolaires servent toujours d'abris aux habitants chassés de leurs quartiers. Les engagements pris par ce gouvernement dans le mémorandum du 6 août 2024 en ce qui concerne l'inauguration de 17 écoles publiques et la réhabilitation de 111 écoles publiques n'ont pas tenu.

Les opérations policières dans différents coins de la capitale, Gressier, Carrefour, Sceau-

d'eau, la guerre des gangs à Cité-Soleil, les cas de kidnappings qui repartent à la hausse laissent peu de place à l'optimisme.

Quant à la subvention de 15000 à 20000 gourdes promise aux 280.000 parents d'élèves fréquentant des écoles fondamentales publiques, des écoles communales et communautaires, l'avenir dira si ce petit groupe de parents visés l'auront vraiment obtenue.

Au final, l'État se fiche de l'éducation comme pour les autres secteurs de service à la population. Le peu de capitaux qui y est investi par le secteur privé est fait plus dans l'objectif d'augmenter les carnets de banque des investisseurs. ■

PAROLE D'UN MYTHOMANE

En route pour participer à l'Assemblée générale des Nations Unies, le président du Kenya Ruto a fait un arrêt à Port-au-Prince le samedi 21 septembre pour rendre visite à ses 400 policiers déployés depuis 3 mois dans le cadre de la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MMSS).

Prenant la parole devant des journalistes, le président William Ruto a déclaré que la sécurité s'était considérablement améliorée dans le pays grâce aux forces policières kenyanes qui luttent contre les gangs. Il a soutenu plus

loin que les forces kenyanes ont renforcé les infrastructures de sécurité et permis aux Haïtiens déplacés de rentrer chez eux après avoir fui la violence des gangs. Des propos assimilés à ceux d'un mythomane.

Pour la population, les policiers kenyans sont en vacances, ce sont des touristes qui restent au chaud dans leurs baraquements. Ils participent peu aux interventions de la Police, arguant qu'ils n'ont pas d'équipement de protection, que les matériels disponibles ne sont pas adaptés pour traquer les bandits. Dans la commune de Ganthier où ils ont été en mission, ils ont rebroussé chemin plus tôt que prévu

parce qu'il n'y a pas d'endroit pour coucher la nuit ni de nourriture. Ruto, un fieffé menteur. ■



Joe Biden et le président Kenyan W. Ruto

DANS L'INTERNATIONAL

Depuis le 1er septembre, une série de mouvements ont lieu en Martinique et en Guadeloupe contre la vie chère et les mauvaises conditions de vie de la population de ces îles qui sont des territoires français. Les riches Békés, descendants des colons blancs, détiennent les richesses, y compris les grandes chaînes de distribution où les prix sont extrêmement élevés par rapport à la France. Une injustice, tout comme le racisme, qui soulève toujours la colère de la population. Émeutes, manifestations, blocages sont les principales formes que prennent cette colère. Nous publions ci-après un éditorial de nos camarades antillais du Combat Ouvrier, organisation communiste révolutionnaire, consacré à ces mouvements contre la vie chère.

MARTINIQUE: VIE CHÈRE, MANQUE D'EAU, LA COLÈRE GRONDE

Un mouvement de contestation contre la vie chère a débuté en Martinique et en Guadeloupe. En Martinique le 1er septembre près d'un millier de manifestants se sont rassemblés devant le centre commercial de Dillon appartenant au groupe du riche Béké Bernard Hayot. Ils ont bloqué les abords du Grand Port maritime de Martinique.

La colère s'est exprimée au-delà, avec des jeunes de quartiers populaires de Fort-de-France, allant jusqu'à des affrontements avec les gendarmes après la mise en garde à vue d'un responsable du mouvement.

Les travailleurs du Grand Port maritime ont emboîté le pas au mouvement en refusant de charger ou de débarquer les conteneurs pour exiger des autorités des négociations sur les prix. Des opérations de blocage de plusieurs supermarchés sont aussi menées à Fort-de-France, Ducos et au Robert.

En Guadeloupe le mouvement est

moins important mais il a tout de même rassemblé 150 personnes autour d'une action dans le supermarché Carrefour Destreland le 1er septembre, puis une cinquantaine le 8 septembre au supermarché Leclerc de Bas-du-Fort.

Selon l'Insee les produits alimentaires sont en moyenne 42 % plus chers aux Antilles que dans l'Hexagone. L'action des manifestants a montré par exemple qu'un paquet de pâtes Turini vendu à Leclerc en Guadeloupe à 1,48 € coûte 0,82 € dans l'Hexagone, soit 80 % d'augmentation. [...] La population souffre de cette situation. Elle n'est pas mobilisée massivement pour l'instant mais apporte son soutien au mouvement.

Face à ce début de colère populaire le Préfet de Martinique a organisé une « table ronde sur la vie chère » le 5 septembre, promettant de parvenir à « une baisse durable des prix de 20 % en moyenne de 2 500 produits de grande consommation. ». Les manifestants ont refusé de participer à cette table ronde, à huis clos, avec le Préfet et comptent poursuivre les manifestations.

Face aux plaintes de la population, les représentants de ces capitalistes sortent leur panoplie d'arguments, sur les taxes comme l'octroi de mer et autres intermédiaires. Ils mettent en avant le contexte international, le COVID, la crise de la guerre en Ukraine qui gonfle les prix. Mais surtout ils se gardent bien de dévoiler leurs marges ! Comme des voleurs ils cachent leur butin. Il suffit de regarder la fortune des Hayot, estimée à plus de 300 millions d'euros, ou celle de Rodolphe Saadé, le patron de la CMA-CGM, principal transporteur de conteneurs qui est devenu en 2023 la huitième fortune française, réalisant un profit record de 23 milliards d'euros en 2022. Quelle marge Rodolphe Saadé se fait-il sur chaque conteneur arrivé aux Antilles ?

[...] Pour imposer la baisse significative des prix mais aussi imposer l'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux, pour obtenir de l'eau propre au robinet, ce mécontentement qui ne s'exprime pas encore devra devenir une véritable déferlante. Une explosion sociale ! ■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.